

TERRITOIRES URBAINS

La lettre de France urbaine

Métropoles, CU, CA, villes centres et pôles métropolitains

93

Jeudi 18 mai 2017

A la Une

Nos propositions pour les territoires urbains



« Conférence des Villes », le 22 septembre 2016 à Paris, « Journées Nationales », les 23 et 24 mars 2017 à Arras, les membres de France urbaine, que préside **Jean-Luc Moudenc**, maire de Toulouse, président de Toulouse Métropole - maires de grandes villes, présidents de grandes communautés, présidents de métropoles - ont, tout au long de l'automne dernier et du début de l'année 2017, préparé, débattu et développé, dans la perspective de l'élection présidentielle, leurs priorités pour les territoires urbains dont ils ont la charge.

Ce travail a mobilisé les membres du Bureau, du Conseil d'administration, des Collèges et ceux des commissions, groupes de travail et groupes-projets de l'Association.

Aujourd'hui, France urbaine a procédé à une lecture comparative de ses propositions et du programme du président de la République qui vient d'être élu.



Il en résulte des fiches thématiques*, documents de travail portant sur un grand nombre de points : organisation institutionnelle, finances et fiscalité locales, politique de la ville, logement, cohésion sociale et territoriale, mesures économiques, culture, éducation, enseignement supérieur et recherche, développement durable et transition énergétique, transmission et citoyenneté, développement économique et emploi, sécurité et radicalisation, développement du numérique, transports et mobilités...

Ces fiches constituent un véritable fond de dossier ayant vocation à établir une feuille de route pour préparer l'organisation de rencontres entre les élus de France urbaine et les nouveaux ministres, avant le déroulement, le 20 septembre prochain à Paris, de la 17ème « Conférence des Villes ».

**En pièces jointes, les fiches thématiques de travail de France urbaine*

En ce moment à France urbaine

[Enseignement supérieur et recherche, développement économique : voyage au cœur d'un incubateur à Montpellier](#)

18 mai 2017

Montpellier Méditerranée Métropole, présidée par **Philippe Saurel**, maire de Montpellier, avec l'Association des villes universitaires de France (AVUF) et l'Assemblée des communautés de France (AdCF), ont organisé les 10 et 11 mai 2017 un séminaire intitulé « *Voyage au cœur d'un incubateur* ».

Ce séminaire avait pour objectif la découverte des stratégies et des synergies déployées à l'initiative des collectivités territoriales et au service de l'enseignement supérieur et du développement économique.

La valorisation de la recherche et le transfert de technologie ont ainsi fait l'objet de discussions croisant les points de vue du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), de plusieurs collectivités dont Grenoble Alpes Métropole, de la Société d'accélération et de transfert de technologie locale, la « SATT AxLR » et celui de **Bertrand Monhubert**, conseiller régional délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur de la région Occitanie (que France urbaine avait reçu lors de sa commission mixte « ESR » avec l'AVUF en février 2017, au titre de son travail sur le Livre blanc de l'ESR).

Les différents intervenants se sont rejoints sur l'importance du soutien à l'innovation, lequel, sous ses nombreuses formes (capital risque, prêts en faveur de l'innovation, propriété intellectuelle, etc.) permet tant la différenciation dans la compétition internationale que le développement de l'emploi et des qualifications locales, ainsi que l'attractivité des territoires.

La croissance d'un pays, comme celle d'un territoire, est portée par le progrès technique, le capital humain, l'action publique. Au niveau national, 300 000 chercheurs exercent dans le privé et le public, dont 200 000 dans le privé qui ont un accès direct au marché. Les pouvoirs publics doivent donc permettre aux chercheurs publics de se connecter aussi au marché : c'est là toute l'importance de très gros organismes, tels les SATT, comme de plus petits, tels les incubateurs ou les technopôles.

L'actualité du Programme d'investissements d'avenir (PIA) a été évoquée par un représentant du Commissariat général à l'investissement (CGI). Rappelons qu'après les deux premières versions (mars 2010 : PIA 1, première tranche de 35 milliard d'euros ; puis décembre 2013 : PIA 2, deuxième tranche de 12 milliards d'euros), le PIA 3, troisième tranche de 10 milliards d'euros, a été annoncé par le président de la République en décembre 2016. Il est actuellement en phase d'appels à manifestations d'intérêt selon trois axes principaux :

- soutenir les progrès de l'ESR ;
- valoriser la recherche ;
- accélérer le transfert aux entreprises.

C'est dans l'axe de valorisation de la recherche qu'un impact est envisagé pour les collectivités territoriales. Le programme prévoit en effet quatre déclinaisons :

- prolongation des SATT les plus performantes par appel à projets de 200 millions d'euros ;
- rapprochement des SATT, des incubateurs et des accélérateurs de "start-ups" (150 millions) ;
- lancement du fonds « Frontier Venture », avec un fonds de pré-amorçage, de 50 à 150 000 euros, (500 millions) ;
- financement de territoires d'innovation de grande ambition.

La dernière déclinaison - labellisation de territoires d'innovation de grande ambition - est déjà lancée par un appel à manifestations d'intérêt qui devront être rendues pour le 29 septembre 2017, avant l'appel à projets à proprement parler, en 2018.

Le séminaire s'est conclu par une visite du Business Innovation Centre (BIC – hôtel d'incubation) de la métropole de Montpellier et la rencontre avec des "start-uppers" incubés au sein du BIC, faisant ressortir la puissance de ces outils. Comptant trente ans d'existence, le BIC, service intégré dans la direction du développement économique de la métropole, représente un investissement important et constant de cette dernière sur le long terme. **Georges Frêche**, qui en fut à l'initiative en 1987, voulait promouvoir l'innovation comme facteur d'emplois à forte valeur ajoutée et difficilement délocalisables. Il en est résulté la création de 4 786 emplois et de 643 entreprises innovantes dont le taux de survie est de 80 % à trois ans, en lien avec 200 laboratoires et 12 000 chercheurs. Les "coachs" du BIC accompagnent les entreprises innovantes dès l'amont du projet, à partir de campagnes d'identification menées notamment dans les universités, de - 2 ans à + 5 ans au maximum. Il fonctionne sur un principe de partenariats extrêmement divers et étendus, des universités locales aux réseaux d'incubateurs du monde entier.

Act'Urbaines

[Edouard Philippe : un maire de grande ville nommé Premier ministre](#)

18 mai 2017



C'est un maire de grande ville, membre de France urbaine, **Edouard Philippe**, qui a été nommé Premier ministre le 15 mai par le nouveau président de la République, **Emmanuel Macron**.

Agé de 46 ans, **Edouard Philippe** était maire du Havre depuis le 24 octobre 2010, date à laquelle il a succédé à **Antoine Rufenacht**, démissionnaire, et il présidait la Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH) depuis décembre 2010. Il a été réélu en mars 2014 au premier tour des élections municipales avec plus de 52 % des suffrages.

Auparavant, il était, aux côtés d'**Antoine Rufenacht**, adjoint au maire, chargé des affaires juridiques en 2001, puis en 2008 chargé du développement économique et portuaire, de l'emploi, de la formation, de l'enseignement supérieur et des relations internationales, et à partir de 2009, chargé de l'urbanisme, de l'habitat, du Grand Paris et du développement portuaire.



Député de la Seine-Maritime depuis 2012, il avait décidé, en application de la loi relative à la limitation du cumul des mandats, de ne pas se représenter aux élections législatives de juin 2017 afin de rester maire du Havre.

Trois maires de grandes villes, membres de France urbaine, parmi les ministres du nouveau gouvernement

18 mai 2017



Président délégué de France urbaine, sénateur-maire de Lyon, président de la Métropole de Lyon, **Gérard Collomb**, a été nommé, le 17 mai, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, devenant le numéro 2 du gouvernement d'**Edouard Philippe**.

Après avoir été député de juin 1981 à mai 1988, **Gérard Collomb** devient sénateur du Rhône en novembre 1999 et sera réélu en 2004 et 2014.

Il est élu maire de Lyon en mars 2001, succédant à **Raymond Barre**, et réélu en mars 2008 et mars 2014. Il préside la Métropole de Lyon, dont il a été à l'initiative de la création, après avoir été le président, depuis 2001, de la structure intercommunale antérieure, la communauté urbaine du Grand Lyon.

Il a présidé l'Association des Communautés Urbaines de France de 2009 à 2012 et à nouveau en 2014 et 2015.

François Bayrou, ancien ministre, maire de Pau, président de la communauté d'agglomération Pau Pyrénées, depuis mars 2014, a été nommé ministre d'Etat, ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

Elu député de 1986 à 1999, en étant pendant cette période, de mars 1993 à juin 1997, ministre de l'Education nationale dans plusieurs gouvernements, il devient parlementaire européen de juillet 1999 à juin 2002. Il préside également le conseil général des Pyrénées Atlantiques de 1992 à 2001.

François Bayrou a été à nouveau député des Pyrénées Atlantiques de juin 2002 à juin 2012.

Gérald Darmanin, maire de Tourcoing, depuis mars 2014, a été nommé ministre de l'Action et des Comptes publics.

Député du Nord depuis juin 2012, il a démissionné de ce mandat en janvier 2016 après avoir été élu vice-président de la région Hauts de France.

Gérald Darmanin a été conseiller municipal de Tourcoing de 2008 à 2014 et conseiller de la communauté urbaine de Lille de 2008 à 2012. Il est



actuellement le quatrième vice-président de la Métropole Européenne de Lille.

[Christian Estrosi redevient maire de Nice](#)

18 mai 2017



Christian Estrosi, ancien ministre, président de la Métropole Nice Côte d'Azur, vice-président de France urbaine, après avoir démissionné de la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur le 8 mai, afin de pouvoir entièrement se consacrer à la ville de Nice, a été à nouveau élu maire lors de la réunion du conseil municipal le 15 mai.

Rappelons qu'après avoir été maire de Nice depuis mars 2008, **Christian Estrosi** avait démissionné de cette fonction et était devenu premier adjoint en juin 2016, afin de présider le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

[France urbaine partenaire du Colloque Amorce : "Collectivités et transition énergétique : adapter les montages juridiques et financiers à vos projets"](#)

18 mai 2017



Alors que la transition énergétique est enclenchée dans les territoires, le colloque du 20 juin permettra de synthétiser les principaux véhicules juridiques et montages financiers et de présenter leur application concrète sur le terrain (rénovation énergétique, production d'énergies renouvelables, réseaux de chaleur, etc.).

Tout au long de la journée, les experts, les institutionnels et les retours d'expériences des collectivités vous permettront de comprendre les avantages et inconvénients des montages juridico-financiers pour les adapter à chaque projet en fonction des caractéristiques du territoire et des choix techniques et politiques : faire seul ou ensemble ; faire ou faire faire ; trouver les aides et les véhicules permettant de les optimiser ; anticiper l'évolution des besoins ; etc.

Le programme et les inscriptions [ici](#)

Initiatives villes et agglos

[Nantes : « vis ma vie », une journée à France urbaine](#)

« Je suis Deborah Villette et je travaille au secrétariat



général de la ville et de la métropole de Nantes.

Nous pilotons une démarche d'innovation interne, laquelle intègre notamment une expérimentation « vis ma vie » à l'attention des agents.

Cette expérimentation a pour objectif d'engager des collaborations avec des services pour initier des projets porteurs et innovants, prendre le temps de se connaître et partager des contraintes réciproques pour améliorer les conditions de travail et s'inspirer des modalités de travail qui pourraient être appliquées à son propre secteur professionnel : un croisement des regards, des interpellations réciproques, potentiellement fertiles.

Très impliquée dans la démarche aux côtés de Flore Thalouarn, secrétaire générale, je lui ai soumis mon souhait de vouloir participer à cette expérimentation. Elle m'a alors soufflé l'idée d'un « vis ma vie » à France urbaine. Banco, intéressant de sortir de la collectivité !

Le lundi 15 mai 2017, je suis accueillie pôle Joubert par Nathalie Marchand, secrétaire générale de France urbaine.

Après le café de bienvenue, commence une visite guidée des bureaux et une présentation détaillée de leurs occupants. Je me sens un peu dépassée entre les différents collaborateurs et leurs portefeuilles thématiques, cela fait trop d'informations d'un coup. Mais, heureusement pour moi, le déroulement de mon immersion a été méticuleusement préparé afin que je puisse, en fin de journée, connaître le prénom et le rôle de chacun.

Il est 10 h 30, Olivier Landel, le délégué général de France urbaine, réunit, comme tous les lundis, toute l'équipe pour faire le point sur la préparation des instances, les temps forts à venir, les rencontres à prévoir lorsque le futur gouvernement sera installé, la restitution des rendez-vous passés, régler les questions de ressources humaines et la logistique.

Midi : j'entame un état des lieux des contacts ville et métropole de Nantes avec Béatrice Clayssen qui a notamment la charge de la mise à jour des fichiers de France urbaine et de ses adhérents. Entre les départs en retraite, les mutations, les recrutements, les partants, les revenants, cet exercice est loin d'être inutile.

13 h : pause déjeuner

A 14 h Nathalie m'emmène dans une salle de réunion, une nouvelle, cet immeuble est un vrai labyrinthe, afin de me présenter en détail l'environnement de France urbaine et son fonctionnement, le réseau social professionnel, la base documentaire, la revue de presse, ENFIN j'y vois clair, je sais comment faire et surtout où trouver toutes les informations utiles pour la ville et la



métropole.

15 h déjà, Olivier et Nathalie m'invitent à participer à une réunion interne sur la mise en place d'une base de données commune à tous les collaborateurs de France urbaine. Tiens ! Ça me donne des idées !

Il est 16 h, j'ai maintenant rendez-vous avec Jean Deysson sur le fonctionnement des différents groupes de travail et commissions. Il me présente alors un document recensant toutes les instances, les collaborateurs, le "qui fait quoi" et m'explique l'intérêt des binômes, la parité des présidents de collèges, etc. Tout s'éclaire, les connexions se font ! C'est magique !

17 h : début de fin d'après-midi, je suis invitée à participer au comité rédactionnel de la "newsletter" de France urbaine (Territoires urbains). Le comité rédactionnel passe en revue la Une, l'actualité urbaine et l'initiative de la semaine : ce sera moi (fière).

Il est presque 18 h, mon train est dans quarante-cinq minutes, un peu pressée par le temps, nous prenons cinq minutes pour débriefer de la journée avec Olivier et Nathalie. Je rappelle alors nos attentes et nos besoins : avoir une vision globale de toutes les réunions de France urbaine qui associent soit des élus, soit des techniciens de la ville et de la métropole de Nantes afin d'assurer une meilleure représentation de notre institution ; centraliser les contenus des réunions ; comprendre le fonctionnement et l'utilisation de la plateforme de France urbaine ; pouvoir utiliser la plateforme de France urbaine pour des enquêtes/benchmarks pour le compte de la ville et de la métropole de Nantes.

Tout y est, mission accomplie !

Je suis repartie (en courant) prendre mon train avec la perspective d'une meilleure et plus grande collaboration entre nos institutions à l'avenir. »

Agenda

31 mai 2017

[Conseil d'administration, collèges : villes, métropoles, Ile de France, le 31 mai](#)

31 mai 2017

[Commission Education, 31 mai 2017](#)

14 juin 2017

[Commission Finances, le 14 juin 2017](#)

14 juin 2017

[Commission développement économique, innovation, numérique, le 14 juin](#)

28 juin 2017

[Assemblée générale et réunion des présidents de communautés urbaines](#)



28 juin 2017

[Commission Politique de la Ville France urbaine/AMF/Ville&Banlieue du 28 juin 2017](#)

05 juillet 2017

[Commission DDTE, le 5 juillet](#)

12 juillet 2017

[Rencontres finances publiques de France urbaine](#)

20 septembre 2017

[17e Conférence des villes](#)

Directeur de la Publication : Olivier Landel

Directeurs de la Rédaction : Sébastien Fournier et Claude Milliot

Territoires urbains : une publication du Pôle communication-Information

France urbaine - 22, rue Joubert – 75009 Paris www.franceurbaine.org

URL source: <http://oldfu.inexine.net/publications/territoires-urbains/territoires-urbains-ndeg93-lettre-hebdomadaire-france-urbaine>